

I'm not a robot 
reCAPTCHA

I am not a robot!

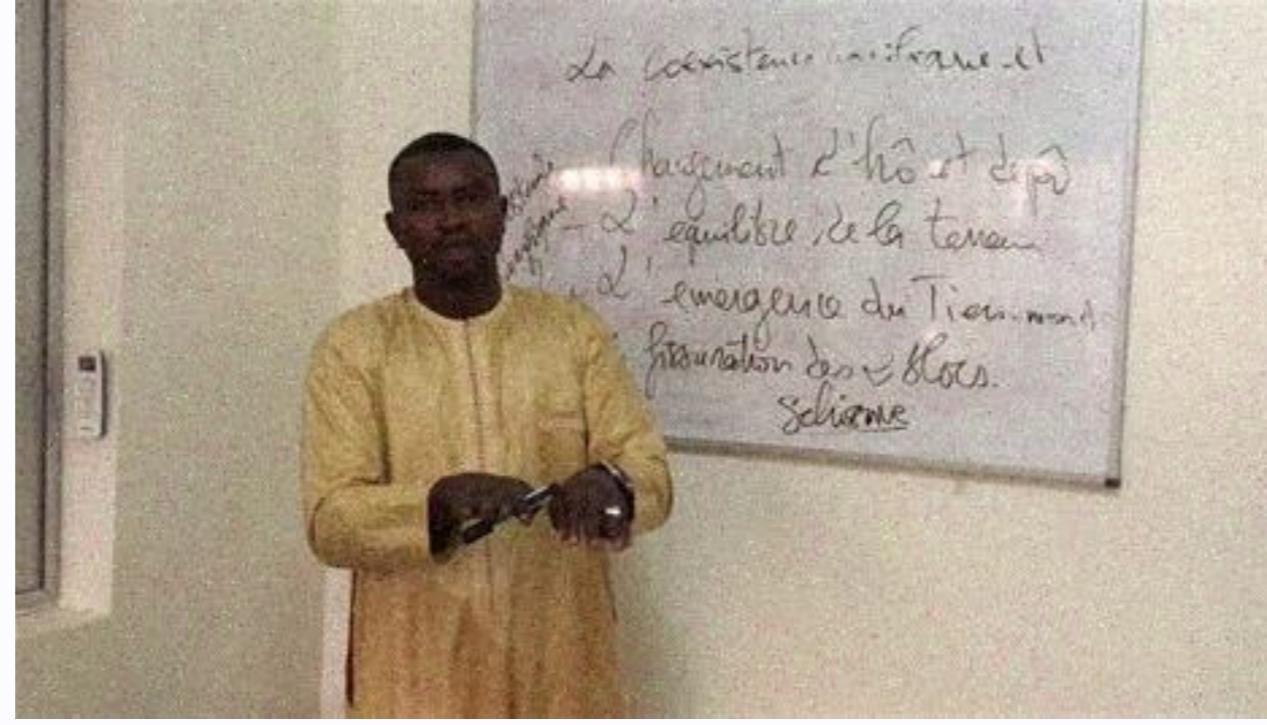
Coexistence pacifique cours pdf

1. Une méfiance qui reste vive a. Le changement de contexte On assiste à de véritables avancées dans le domaine international. C'est particulièrement vrai en 1954, avec la fin de la guerre d'Indochine. Simple conflit colonial, la guerre d'Indochine a pris, en 1949 avec la victoire communiste en Chine, une dimension inédite en devenant un véritable conflit de la Guerre froide. La France a joué de cette Unis à faire pression sur les responsables français afin de trouver une solution négociée dans le conflit indochinois.

Ums à faire pression sur les responsables français afin de trouver une solution négociée dans le conflit indochinois.



La France a joué de cette dimension pour obtenir des Etats-Unis une aide substantielle. Mais le changement de contexte international, à partir de 1953, pousse bientôt les Etats-Unis à faire pression sur les responsables français afin de trouver une solution négociée dans le conflit indochinois. C'est chose faite en juillet 1954 avec les accords de Genève. L'année précédente avait vu un autre conflit s'interrompre grâce aux négociations : la guerre de Corée. b. L'achèvement de la constitution des blocs Malgré le dégel des relations internationales, les deux blocs achèvent leur constitution. C'est d'abord du côté occidental l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954. Cela marque l'achèvement du dispositif militaire occidental en Europe. Cet achèvement provoque une réaction soviétique : l'année suivante, en 1955, les responsables soviétiques mettent en place le pacte de Varsovie qui regroupe dans une alliance militaire les pays du bloc soviétique.



L'année précédente avait vu un autre conflit s'interrompre grâce aux négociations : la guerre de Corée. b. L'achèvement de la constitution des blocs Malgré le dégel des relations internationales, les deux blocs achèvent leur constitution. C'est d'abord du côté occidental l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954.

Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954. Cela marque l'achèvement du dispositif militaire occidental en Europe. Cet achèvement provoque une réaction soviétique : l'année suivante, en 1955, les responsables soviétiques mettent en place le pacte de Varsovie qui regroupe dans une alliance militaire les pays du bloc soviétique. Il existe en effet des contrastes entre les deux

superpuissances. 2. L'Allemagne reste au cœur des tensions entre les blocs a. L'Allemagne : un vieux contentieux L'Allemagne est l'un des contentieux qui subsistent entre les deux superpuissances. En novembre 1958, Khrouchtchev rouvre effectivement le dossier de Berlin en exigeant des Occidentaux qu'ils consentent à faire du secteur occidental de Berlin une ville internationale et laïque. Il menace, si les Alliés refusent de signer séparément avec la RDA un traité de paix qui permettrait à l'Allemagne de l'Est de s'opposer aux mouvements de troupe entre l'Allemagne fédérale et Berlin-Ouest. En effet, officiellement, à la fin des années 1950, aucun traité de paix n'a été signé entre l'Allemagne et les différents belligérants de la Seconde Guerre mondiale (ce ne sera le cas qu'au début des années 1970). Ainsi, la situation allemande reste régie par les dispositions prises lors des conférences interalliées de 1945. La signature séparée d'un traité de paix par l'Union soviétique rendrait caduque ces dispositions de 1945 et risquerait d'entraver les accès occidentaux à Berlin-Ouest, enclave dans le territoire de la RDA. Mais les Occidentaux ne céderont pas et une conférence réunie à Genève durant l'été 1959 n'apporte aucune solution à la question allemande. Bien que cette conférence soit un échec, elle marque une certaine avancée car c'est la première fois que les quatre grands Alliés de 1945 se retrouvent ensemble depuis la fin du procès de Nuremberg, en 1946. b. La poursuite du bras de fer et son dénouement Le bras de fer se poursuit jusqu'en 1961. Devant l'inflexibilité alliée, Khrouchtchev doit donc renoncer à ses projets. Mais les Allemands payent une nouvelle fois le prix des tensions internationales : dans la nuit du 13 au 14 août 1961, le gouvernement de la RDA fait édifier un mur de la ligne de démarcation qui sépare Berlin-Ouest de Berlin-Est. En septembre 1961, l'Union soviétique fait savoir qu'elle reprend ses essais nucléaires. L'année suivante, éclate la crise des missiles de Cuba.



C'est chose faite en juillet 1954 avec les accords de Genève. L'année précédente avait vu un autre conflit s'interrompre grâce aux négociations : la guerre de Corée. b. L'achèvement de la constitution des blocs Malgré le dégel des relations internationales, les deux blocs achèvent leur constitution. C'est d'abord du côté occidental l'entrée de

C'est chose faite en juillet 1954 avec les accords de Genève. L'année précédente avait vu un autre conflit s'interrompre grâce aux négociations : la guerre de Corée. b. L'achèvement de la constitution des blocs Malgré le dégel des relations internationales, les deux blocs achèvent leur constitution. C'est d'abord du côté occidental l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'Organisation de l'Atlantique nord (OTAN).

Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954. Cela marque l'achèvement du dispositif militaire occidental en Europe. Cet achèvement provoque une réaction soviétique : l'année suivante, en 1955, les responsables soviétiques mettent en place le pacte de Varsovie qui regroupe dans une alliance militaire les pays du bloc soviétique. Il existe encore de fait des contentieux entre les deux superpuissances. 2. L'Allemagne reste au cœur des tensions entre les blocs a. L'Allemagne : un vieux contentieux L'Allemagne est l'un des contentieux qui subsistent entre les deux superpuissances. En novembre 1958, Khrouchtchev rouvre effectivement le dossier de Berlin en exigeant des Occidentaux qu'ils consentent à faire du secteur occidental de Berlin une ville internationale neutralisée. Il menace, si les Alliés refusent, de signer séparément avec la RDA un traité de paix qui permettrait à l'Allemagne de l'Est de s'opposer aux mouvements de troupe entre l'Allemagne fédérale et Berlin-Ouest. En effet, officiellement, à la fin des années 1950, aucun traité de paix n'a été signé entre l'Allemagne de l'Est et les différents belligérants de la Seconde Guerre mondiale.

réinstauré. Les relations entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste de l'Union soviétique sont alors rompues, tout comme celles avec les partis communistes des autres pays du pacte de Varsovie. Une brève paix dans les tensions sino-soviétiques survient après la chute de Khrouchtchev, en octobre 1960. En novembre, le Premier ministre chinois Zhou Enlai se rend à Moscou pour s'y entretenir avec les nouveaux dirigeants, Leonid Brejnev et Alekseï Kossyguine. Mais acquiert très vite la certitude que les Soviétiques n'entendent pas changer de position, ce qui amène Mao à dénoncer la perpétuation d'un « khrouchtchevisme sans Khrouchtchev ». La rupture est un fait établi dès 1965.

La Détenue et l'affaiblissement interne de chacun des deux « Grands » permettent à l'*« Ostpolitik »* du chancelier Ouest-allemand Willy Brandt de donner toute sa mesure : cette politique de rapprochement entre RFA et RDA aboutit à la reconnaissance mutuelle des deux Allemagnes et à leur entrée comme à l'ONU au mois de septembre 1973. Dans cette optique de recul de la guerre froide, l'ouverture de la conférence d'Helsinki suscite beaucoup d'espoirs : chargée de réfléchir sur la sécurité et la coopération en Europe, elle réunit 35 pays européens, mais aussi le Canada, les Etats-Unis et l'URSS et semble arrêter une officialisation de la Détenue. Le 1er août 1975, elle aboutit à l'acte final d'Helsinki qui déclare inviolables les frontières issues de la Deuxième Guerre mondiale : c'est à ce titre une victoire pour la diplomatie soviétique - mais reconnaît aussi les libertés fondamentales des hommes et les droits des minorités nationales.

Entre-temps cependant, les relations entre les deux camps ont commencé à se dégrader : en octobre 1973, la guerre du Kippour a mis à mal la poursuite des négociations SALT. Mais un véritable bras de fer soviéto-américain éclate en 1975, cette année voit se tenir définitivement la Détenue entamée en 1965. C'est une nouvelle ère s'ouvre dans les relations Est-Ouest, marquée par un retour de l'affrontement.

Alternant entre périodes de tensions et moments d'apaisement, les relations Est-Ouest entre 1953 et 1975 sont en réalité jamais vraiment au beau fixe : les divisions idéologiques entre les deux camps étaient trop fortes pour permettre un rapprochement sincère et durable. Ni la coexistence pacifique ni la Détenue n'ont véritablement mis un terme au contexte de guerre froide.

Dans la deuxième moitié des années 1970, les rapports entre Etats-Unis et URSS se dégradent à nouveau ouvertement, essentiellement du fait d'une reprise de l'expansionnisme soviétique. En 1975, l'URSS soutient l'intervention cubaine en Angola ; en 1977, les Soviétiques déplacent leurs missiles SS-20 un peu partout en Europe centrale, provoquant l'alerte dans l'OTAN. En 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan, déclenchant une réaction des Etats-Unis et d'Angleterre.

C'est d'abord du côté occidental l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954. Cela marque l'achèvement du dispositif militaire occidental en Europe. Cet achèvement provoque une réaction soviétique : l'année suivante, en 1955, les responsables soviétiques mettent en place le pacte de Varsovie qui regroupe dans une alliance militaire les pays du bloc soviétique. Il existe en outre de fait des contacts entre les deux superpuissances. L'Allemagne reste au cœur des tensions entre les blocs.



La France a joué de cette dimension pour obtenir des Etats-Unis une aide substantielle. Mais le changement de contexte international, à partir de 1953, pousse bientôt les Etats-Unis à faire pression sur les responsables français afin de trouver une solution négociée dans le conflit indochinois. C'est chose faite en juillet 1954 avec les accords de Genève. L'année précédente avait vu un autre conflit s'interrompre grâce aux négociations : la guerre de Corée. b. L'achèvement de la constitution des blocs Malgré le dégel des relations internationales, les deux blocs achevèrent leur constitution. C'est d'abord du côté occidental l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Faute de pouvoir envisager le réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, dans un cadre strictement européen après l'abandon du projet de Communauté européenne de Défense, les Occidentaux doivent se résoudre à élargir l'OTAN à la République fédérale d'Allemagne en octobre 1954. Cela marque l'achèvement du dispositif militaire occidental en Europe. Cet achèvement provoque une réaction soviétique : l'année suivante, en 1955, les responsables soviétiques mettent en place le pacte de Varsovie qui regroupe dans une alliance militaire les pays du bloc soviétique.

Il existe encore de fait des contentieux entre les deux superpuissances. 2. L'Allemagne reste au cœur des tensions entre les blocs a. L'Allemagne : un vieux contentieux L'Allemagne est l'un des contentieux qui subsistent entre les deux superpuissances. En novembre 1958, Khroutchchev rouvre effectivement le dossier de Berlin en exigeant des Occidentaux qu'ils consentent à faire du secteur occidental de Berlin une ville internationale neutralisée. Il menace, si les Alliés refusent de négocier séparément avec la RDA un traité de paix qui permettrait à l'Allemagne de l'Est de s'opposer aux mouvements de troupes entre l'Allemagne fédérale et Berlin-Ouest. En effet, officiellement, à la fin des années 1950, aucun traité de paix n'a été signé entre l'Allemagne et les différents belligérants de la Seconde Guerre mondiale (ce ne sera le cas qu'au début des années 1970). Ainsi, la situation allemande reste régis par les dispositions prises lors des conférences interalliées de 1945. La signature séparée d'un traité de paix par l'Union soviétique rendrait caduques ces dispositions de 1945 et risquerait d'engraver les deux Occidentaux à Berlin. Mais, les Occidentaux ne demandent pas une conférence réunie à Genève durant l'été 1959 n'apporte aucune solution à la question allemande. Bien que cette conférence soit un échec, elle marque une certaine avancée dans la recherche d'un compromis. Mais, la même fois que les deux grandes Alliées de 1945 se retrouvent en guerre depuis la fin du processus de Nuremberg, en 1946 b. Les deux blocs, au bord du fer et son dénouement Le bras de fer se poursuit jusqu'en 1961. Devant l'inflexibilité alliée, Khroutchchev doit donc renoncer à ses projets.

Mais les Allemands payent une nouvelle fois le prix des tensions internationales : dans la nuit du 13 au 14 août 1961, le gouvernement de la RDA fait édifier un mur le long de la ligne de démarcation qui sépare Berlin-Ouest de Berlin-Est.

En septembre 1961, l'Union soviétique fait savoir qu'elle reprend ses essais nucléaires. L'année suivante, éclate la crise des missiles de Cuba. L'essentiel Malgré la coexistence pacifique entre les deux blocs, les tensions restent très vives entre les deux superpuissances. En particulier, l'Allemagne demeure une source de contentieux importants. Vous avez déjà mis une note à ce cours. Découvrez les autres cours offerts par Maxicours ! Découvrez Maxicours Comment as-tu trouvé ce cours ?

Évalue ce cours ! Nous sommes désolés que ce cours ne soit pas utile. N'hésitez pas à nous écrire pour nous faire part de vos suggestions d'amélioration Contactez-nous Puisque tu as trouvé ce cours utile Je partage à mes amis Note 4,3 / 5. Nombre de vote(s) : 4 Cet article est une ébauche concernant les relations internationales et le communisme. Vous pouvez contribuer à l'améliorer (comment ?) selon les recommandations des projets correspondants. Pour les articles homonymes, voir Dégel (homonymie). John F. Kennedy rencontre avec Nikita Khroutchchev à Vienne. La coexistence pacifique, ou cohabitation pacifique, est une doctrine de politique extérieure soviétique. Cette période est aussi appelée « dégel » soviétique. Historique Formulée dès 1952 par Staline, elle est reprise par Malenkov en 1953 puis dans le discours de Nikita Khroutchchev en 1956, premier secrétaire du Parti, au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Elle a pour but de limiter l'affrontement avec les États-Unis pour préserver la possibilité d'une victoire finale soviétique. Elle est grandement favorisée par l'équilibre de la terreur. Par la suite, après la construction du mur de Berlin et surtout la crise des missiles de Cuba, les deux grandes puissances (États-Unis et Union soviétique) prennent conscience de la nécessité d'une politique de détenté et décident d'entamer un dialogue, puisque les arsenaux nucléaires phénoménaux possèdent de part et d'autre entraîneraient la disparition de l'humanité en cas de conflit. Les deux blocs cherchent donc à limiter la course aux armements et amorcent une coopération commerciale. La limitation des armes atomiques et des missiles intercontinentaux est davantage recherchée par l'URSS afin de mieux tirer parti des forces régulières qu'elle maintiennent en grand nombre près des pays européens occidentaux. Cette doctrine n'empêche néanmoins pas les affrontements indirects par alliés interposés. La première crise de Cuba en avril 1961 et la guerre du Viêt-Nam eurent lieu en période de « coexistence pacifique ». La deuxième crise des missiles d'octobre 1962 voit un affrontement direct entre les deux blocs. Voir aussi Conseil mondial de la paix Déstalinisation Détente Guerre froide Paix armée Politique d'apaisement Négociations sur la limitation des armements stratégiques Liste des doctrines géopolitiques Relations internationales Portail des relations internationales Portail de la politique Portail du communisme Portail de la guerre froide Ce document provient de «

Le 5 mars 1953, Staline meurt. Il est remplacé par Nikita Khroutchchev, qui condamne les crimes de Staline et permet la coexistence pacifique (1956) : les deux blocs ne s'affrontent plus qu'idéologiquement. Bien qu'officiellement les deux puissances ne se soient jamais affrontées directement, il semble que plus d'une centaine d'avions espions américains aient été abattus lors de survols de l'espace aérien soviétique. Dès 1950, un PB4Y Privateer est abattu par la chasse soviétique. À partir de 1956, les Américains utilisent des U2 volant à plus de 20 000 mètres d'altitude. Mais, en mai 1960, l'un d'eux est abattu et son pilote, Francis Gary Powers, est emprisonné à la suite d'un procès très médiatisé. Les Américains créeront alors des avions espions de plus en plus perfectionnés, avant de développer un programme de satellites de surveillance. Durant cette période, il y a un dialogue plus ouvert entre les dirigeants des deux blocs. Khroutchchev rencontre Eisenhower en 1956 au Royaume-Uni, en 1959 aux États-Unis, en 1960 en France et Kennedy en 1961 à Vienne[20]. En effet, le jeune démocrate John F. Kennedy a gagné les élections de 1960. Il préfère une coexistence pacifique avec l'URSS, mais veut en même temps empêcher le communisme de se répandre dans le tiers monde. Il crée donc « l'Alliance pour le Progrès » pour aider l'Amérique latine, il accroît l'aide américaine au Congo-Kinshasa, il envoie des « conseillers militaires » au Laos et au Viêt Nam. L'insurrection de Budapest (1956) Le bloc soviétique vit une importante crise cristallisée par la révolte hongroise à Budapest, laquelle mène à une répression soviétique au moment des Jeux Olympiques d'été de 1956.

La crise de Suez (1956) Cette crise ne fait pas partie de la guerre froide au sens strict du terme, puisqu'elle n'est pas un conflit opposant de manière directe les États-Unis et l'URSS. Certains voient toutefois dans cette crise la fin des actions autonomes des deux blocs et l'intègrent donc à la guerre froide. En 1956, le monde assiste à une guerre entre l'Égypte d'une part, la France, le Royaume-Uni et Israël d'autre part.

La France et le Royaume-Uni subissent les pressions des deux superpuissances, lesquelles n'apprécient pas de ne pas avoir été mis au courant de l'opération autour du canal de Suez. L'URSS menace d'utiliser l'arme atomique, car elle y voit une guerre coloniale. Dans ce dossier, les deux grandes puissances adoptent la même position.

Article détaillé : Crise de Suez. La deuxième crise de Berlin (1961) Entre 1949 et 1961, 3,6 millions d'Allemands de l'Est transièrent par Berlin pour passer en RFA. Cette hémorragie démographique était un désastre économique pour la RDA, car c'étaient surtout des ingénieurs, des médecins et des ouvriers spécialisés qui commirent le « délit de fuite » (Republikaflucht). En même temps, elle était une catastrophe politique en ce qu'elle portait atteinte à l'image de marque officielle de la RDA. En novembre 1958, cette situation donna lieu à une crise diplomatique connue sous le nom d'« ultimatum de Khroutchchev » et dans laquelle furent impliquées toutes les puissances occidentales. En juin 1961, Kennedy et Khroutchchev se rencontrent à Vienne. Khroutchchev annonce qu'il va signer un traité de paix avec la RDA, ce qui priverait les États-Unis de leur accès à Berlin-Ouest. Kennedy juge la situation inacceptable et la conférence ne mène à rien. Khroutchchev envoie son armée devant Berlin-Ouest. Kennedy riposte en élançant les chars américains devant les forces soviétiques et en augmentant le budget militaire américain. Khroutchchev recule son armée sous la pression. Le 13 août 1961, la construction du Mur de Berlin entre le secteur soviétique et les trois secteurs occidentaux met fin à ce « débouchage systématique de citoyens de la République démocratique allemande ». Mais, étant donné que les autorités est-allemandes et soviétiques ne firent aucune tentative pour bloquer les voies de communication entre la RFA et Berlin-Ouest et que, par ailleurs, Khroutchchev ne mit pas en question le statut quadripartite de la ville, la réaction des Occidentaux se limita à des protestations verbales et à des gestes symboliques : la visite à Berlin-Ouest du général Lucius D. Clay, l'organisateur du pont aérien, et le renforcement de la garnison américaine par 1 500 hommes.

En effet, aux yeux des Occidentaux, la construction du mur ne constitua qu'une agression à l'égard des Allemands de l'Est et ne menaçait pas les three essentials (c'est-à-dire les intérêts essentiels) du bloc de l'Ouest. Article détaillé : Mur de Berlin. La crise des missiles cubains (1962) La crise des missiles cubains[24] mit plus nettement en évidence la menace d'une guerre nucléaire. En janvier 1959, les guérilleros de Fidel Castro avaient renversé le dictateur Fulgencio Batista, soutenu par les États-Unis. Le nouveau régime prit une série de mesures qui lui valurent l'hostilité croissante de Washington : en 1959, démantellement des latifundia ; signature d'un accord commercial avec l'Union soviétique en mai 1960, après la réduction des achats de sucre cubain par les États-Unis ; en juin et juillet, confiscaison des entreprises nord-américaines, qui contrôlaient, outre la totalité des raffineries de pétrole, 40 % de l'industrie sucrière, 80 % du tabac et 90 % des mines. À titre de représailles, le gouvernement américain, soumis à la pression des milieux d'affaires, mit en place un embargo économique de l'île en octobre 1960 et, le 2 janvier 1961, il rompit les relations diplomatiques avec La Havane. En même temps, la CIA recrutait des « forces anticastroïstes » parmi les réfugiés cubains. Au début du mois d'avril, Kennedy donna son accord à un projet d'invasion de l'île, tout en refusant d'engager des troupes américaines et en limitant les effectifs à 1 200 Cubains. Le débarquement, qui eut lieu le 17 avril 1961 dans la Baie des Cochons, fut un désastre.

Kennedy se déclare seul responsable, mais, en privé, accuse la CIA de lui avoir menti et de l'avoir manipulé. Le président se brouille avec l'agence. Il déclare à ses conseillers : « Je vais tailler la CIA en pièces et en répandre les lambeaux à tous les vents. » La CIA œuvre désormais clandestinement contre Castro, en collaborant avec la Mafia, ce qui frustra Kennedy. En juillet 1961, Cuba signifie son appartenance au « bloc socialiste ». Le 4 septembre 1962, le pays conclut un accord d'assistance militaire avec l'Union soviétique et, une semaine plus tard, Moscou déclare que toute attaque contre Cuba provoquerait une riposte nucléaire. Le Congrès américain pour sa part vote le 3 octobre une résolution qui met en demeure contre toute « action subversive dans l'hémisphère occidental ». Kennedy interdit cependant l'opération Northwoods mise au point et proposée par l'état-major, laquelle prévoyait d'orchestrer une série d'attentats contre les États-Unis, puis d'en accuser Cuba afin de mobiliser l'opinion publique contre Castro. Le 14 octobre 1962, un avion américain U2 photographie sur l'île de Cuba des rampes de lancement pour missiles nucléaires à moyenne portée (IRBM et MRBM), capables d'atteindre le territoire américain. En même temps, la Maison Blanche apprend que 24 cargos soviétiques transportant des fusées et des bombardiers Ilouchine font route vers Cuba (opération Anadyr). Dans la journée du 22, Kennedy, après avoir hésité entre l'inaction et le bombardement des rampes de lancement, se décide pour le blocus maritime de l'île. Cette « riposte graduelle », proportionnée à la menace, laisse à Khroutchchev le choix entre l'escalade ou la négociation. Mais Kennedy utilise la plus grande fermeté, afin de forcer Khroutchchev à reculer. Le 24 octobre, les premiers cargos soviétiques font demi-tour. Moscou ne peut contacter immédiatement les sous-marins armés de torpilles à tête nucléaire (opération Kama) qui accompagnent le convoi avec mission de le protéger (faux qui ne sera révélé qu'en 2001).

En temps un arrangement secret entre l'URSS et les États-Unis est négocié et connaît un succès relatif. Le 21 et le 27 octobre, les deux puissances proposent leurs offres ; en contrepartie, les Américains devraient s'engager à ne pas renverser le régime cubain et à retirer les fusées Jupiter installées en Turquie et en Grèce vers l'URSS. Le 28 octobre, Kennedy accepte ce compromis en extensio...

Il demande toutefois de cacher le fait que les États-Unis retirent leurs missiles de Turquie. Khroutchchev accepte et il crut avoir gagné la partie. Or, il avait été dupé. Kennedy avait décidé de retirer les missiles de Turquie bien avant la crise. De plus, la reculade de Khroutchchev l'a humilié devant Castro, Mao Zedong et les autres chefs communistes. C'est décidément Kennedy qui a gagné la partie, en plus il voit sa popularité et son prestige mondial monter en flèche.

Kennedy dira néanmoins après cette crise diplomatique qu'il a « négocié au bord du gouffre ». Le dénouement de la crise fut un succès politique pour les États-Unis, quoiqu'ils doivent tolérer un pays communiste à l'intérieur de leur « périmètre de défense ». D'autre part, cette « diplomatie au bord du gouffre » avait effrayé « jusqu'aux plus hauts décodeurs, au point de les rappeler à un comportement rationnel. »[26] L'installation d'un téléphone rouge, ligne directe entre Moscou et Washington, et l'ouverture de négociations sur la limitation des armements concrétisèrent ce retour à la rationalité.

Kennedy, devenu encore plus populaire, change la politique de son pays vers un plan un peu plus pacifique. Mais il n'a pas le temps de mettre en place toutes ses idées : le 22 novembre 1963, en voyage à Dallas, Texas, Kennedy parade dans les rues de la ville en limousine décapotable. Lors du défilé, il est assassiné en pleine gloire par un tireur d'élite embusqué, et ce devant les yeux horrifiés de la foule. Khroutchchev, quant à lui, sort très affaibli de la crise.

En 1964, il fut remplacé par Brejnev.